

CHAPITRE 8

L'action internationale de l'ARCEP

4

Partie

L'Autorité contribue au développement du secteur des télécommunications et, depuis 2005, à celui du secteur postal, au-delà du cadre national et communautaire. Elle est représentée au sein des principales institutions internationales concernées par ses champs de compétence et participe activement aux nombreuses réflexions sur des aspects aussi bien techniques et juridiques qu'économiques.

Par ailleurs, elle intervient, tant au niveau des membres du Collège que de ses experts, dans des conférences internationales.

L'Autorité mène aussi diverses missions de coopération, en s'associant à des actions d'échange et de formation, en particulier sur des thèmes liés à la régulation.

A. L'Union internationale des télécommunications (UIT)

L'UIT (Union internationale des télécommunications), basée à Genève (Suisse), est une organisation internationale du système des Nations unies. Fin 2008, elle comptait 191 Etats membres, 580 membres des secteurs (opérateurs et industriels) et 160 organisations associées (petites entreprises, organismes de recherche, cabinets de conseil). Le ministère des Affaires étrangères et le secrétariat d'Etat chargé de l'industrie représentent la France dans ses groupes de décision (Conférence des plénipotentiaires et Conseil)

Site Internet: www.itu.int

L'ARCEP contribue à la préparation de la position du gouvernement français en matière de télécommunications dans les groupes de décision de l'UIT, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et du secrétariat d'Etat chargé de l'industrie. Les pouvoirs publics français participent, aux côtés de représentants du secteur privé, aux travaux de l'UIT pour coordonner les réseaux et les services mondiaux de télécommunications. L'ARCEP participe également au colloque annuel mondial des régulateurs et au Forum de l'UIT (ITU Télécom).

A la demande du ministre chargé des télécommunications, l'ARCEP a fait partie en 2008 de la délégation française à l'Assemblée mondiale de normalisation.

Par ailleurs, l'ARCEP a présidé en 2008 la commission de rédaction qui procède à l'alignement dans les six langues officielles de l'UIT des textes de conclusion des conférences de l'institution internationale.

L'ARCEP contribue dans ses domaines de compétence aux activités des trois secteurs de l'UIT :

- ◆ l'UIT-T (normalisation des télécommunications), qui élabore des normes internationales techniques et d'exploitation qui, bien que d'application volontaire, ont une valeur reconnue sur le plan international ;
- ◆ l'UIT-R (radiocommunications), qui a pour tâche de déterminer les caractéristiques techniques et les méthodes d'exploitation de services hertziens ;
- ◆ l'UIT-D (développement), qui met en œuvre des programmes destinés à faciliter l'accès aux télécommunications, le développement des réseaux et des politiques réglementaires, à former les personnels des pays en développement, à formuler des stratégies de financement et à aider les entreprises à intégrer le commerce électronique.

1. L'UIT-T

Au niveau national, l'Autorité anime la structure de coordination des travaux de l'UIT-T entre les différents acteurs français concernés (ministère de l'Economie, opérateurs, industriels). Cette structure permet de suivre les travaux réalisés dans les 13 commissions d'études de l'UIT-T et d'orienter les positions françaises lors des réunions du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT).

Au sein de l'UIT-T, l'Autorité assume la présidence de la commission d'étude 2, qui traite des aspects réseaux et services, notamment la numérotation, le nommage et l'adressage. En 2008, cette commission a poursuivi ses travaux sur l'utilisation abusive des ressources de numérotation internationale et a réfléchi à l'attribution de ressources de numérotation pour des services particuliers : aide aux enfants, services d'urgence (112). Elle a également discuté des questions liées à la gestion des ressources Internet.

L'ARCEP, via l'un de ses experts, s'investit par ailleurs au sein de la commission d'étude 3, qui se consacre à la tarification et à la comptabilité internationales. Elle assure en particulier le rôle de rapporteur pour le groupe responsable des problèmes de définition et de traduction.

L'Autorité a activement participé aux travaux du GCNT, organe qui prend en charge les décisions opérationnelles pour le secteur de l'UIT-T entre deux assemblées mondiales de la normalisation des télécommunications (AMNT). Lors des réunions tenues par le GCNT en 2008 ainsi que lors de l'Assemblée mondiale de la normalisation des télécommunications, l'ARCEP a joué le rôle de coordonnateur de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT), ainsi que de chef adjoint de la délégation française.

Elle a également participé aux réunions de certains groupes d'experts comme celui sur le règlement des télécommunications internationales.

2. L'UIT-R

Le secteur des radiocommunications de l'UIT joue un rôle essentiel dans la gestion du spectre radioélectrique, ressource naturelle limitée qui fait l'objet d'une demande croissante en raison du développement rapide des nouveaux services de radiocommunication et des techniques mobiles.

L'Autorité participe aux conférences de l'UIT-R, comme elle suit, aux côtés de l'Agence nationale des fréquences (ANFR), les travaux du Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) et ceux des commissions d'étude du secteur R.

Des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) ont lieu tous les trois à quatre ans. De plus, une "région" de l'UIT ou un groupe de pays peut organiser une conférence régionale des radiocommunications (CRR).

La dernière CMR s'est tenue à Genève du 22 octobre au 16 novembre 2007. La prochaine est programmée pour 2011.

3. L'UIT-D

L'ARCEP participe régulièrement aux travaux de la commission d'étude 1, qui traite des questions de "stratégies et politiques de développement des télécommunications". En 2008, l'ARCEP a apporté deux contributions, présentées à la réunion annuelle de la commission d'étude qui s'est tenue du 8 au 12 septembre 2008 à Genève. Ces contributions ont porté sur les questions suivantes : "Incidences réglementaires des réseaux de la prochaine génération sur l'interconnexion" et "Accès des personnes handicapées aux services de télécommunications".

L'Autorité est également membre du Groupe consultatif du développement des télécommunications (GCDT) dont le rôle est de conseiller le directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT) dans la définition des priorités et des stratégies, la préparation et la mise en œuvre du budget et du plan opérationnel du secteur du développement des télécommunications, qui s'est réuni à Genève du 6 au 8 février 2008.

En 2008, l'ARCEP a participé au 8^e colloque mondial des régulateurs, organisé du 11 au 13 mars à Pattaya (Thaïlande) par le BDT sur le thème : "Six degrés de partage : partage novateur des infrastructures et stratégies de libre accès visant à favoriser un accès économique pour tous." Joëlle Toledano, membre de l'Autorité, s'est exprimée dans le cadre de ce colloque sur le partage d'infrastructures et l'avènement d'un marché de masse de la fibre ouvert à la concurrence.

B. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), dont le siège est à Paris, regroupe 30 pays membres, dont la France, qui œuvrent pour relever les défis économiques, sociaux et de gouvernance liés à la mondialisation, ainsi que pour tirer parti des possibilités qu'elle offre. L'organisation est renommée pour ses publications et ses statistiques. Ses travaux couvrent tout le champ économique et social, de la macro-économie aux échanges, en passant par l'enseignement, le développement, les communications électroniques et les postes. Site Internet : www.oecd.org

L'ARCEP participe aux travaux du Comité politique de l'information, de l'informatique et des communications (PIIC) de l'OCDE et à ceux du groupe de travail sur les "politiques sur les infrastructures et les services de communications" (PISC) visant à relever les défis économiques et sociaux posés par la mondialisation des TIC, pour aider à mieux comprendre les évolutions actuelles du secteur des TIC et les préoccupations qu'elles font naître, en liaison avec le ministère et le SGAE.

En 2008, l'ARCEP a participé à la rencontre d'experts que l'OCDE organise chaque année sur les économies des pays d'Afrique (*African Economic Outlook*), réunissant des représentants de la Banque africaine de développement, du Centre pour le développement de l'OCDE et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. L'édition de 2008 a porté sur l'innovation dans les technologies de l'information et de la communication.

C. La coopération avec les pays francophones : Fratel

Créé lors d'un symposium des régulateurs francophones réuni à Paris en juin 2002, le Fratel est le réseau francophone de la régulation des télécommunications.

Le réseau a pour principale vocation l'échange d'informations et d'expériences entre ses membres : sa première réunion s'est tenue en 2003 à Bamako.



Lettre de l'Autorité n°65, disponible sur le site www.arcep.fr.

1. La réunion annuelle du réseau Fratel à Tunis

La 6^e réunion annuelle a rassemblé 27 régulateurs ainsi que des représentants d'institutions internationales (Banque mondiale, Union internationale des télécommunications) et du secteur privé (cabinets de conseil, opérateurs), soit plus de 100 participants, du 15 au 17 octobre 2008 à Tunis, sur le thème : "Les effets de la régulation sur le développement de la concurrence." A la demande des membres du réseau, et pour la première fois, un atelier sur la régulation postale réunissant les membres du Fratel concernés par cette activité, ainsi que des représentants institutionnels et industriels du secteur, a eu lieu le 15 octobre en marge de la réunion.

Un document de synthèse des débats est en cours de préparation par l'Instance nationale des télécommunications de Tunisie.

2. Le séminaire d'échange d'informations et d'expériences à Libreville

Le séminaire technique, qui s'est tenu les 22 et 23 mai à Libreville, au Gabon, a réuni 80 participants (les membres du Fratel et des acteurs du secteur des télécommunications) qui ont partagé leurs expériences sur "la régulation tarifaire et les méthodes de comptabilisation des coûts".

A cette occasion, le réseau Fratel a diffusé un document sur "la régulation tarifaire et les méthodes de comptabilisation des coûts".

Ce séminaire a également donné lieu à une synthèse, réalisée grâce aux contributions de certains intervenants des différentes tables rondes. Il a été distribué à l'occasion de la réunion annuelle de Tunis.



3. La formation Badge

En 2008, 26 participants provenant de 13 pays d'Afrique francophone (Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République de Djibouti, Rwanda, Tchad, Togo) ont suivi un cycle de formation en télécommunications créé à l'initiative de l'ENST Paris, de l'Autorité de régulation des télécommunications du Burkina Faso (Artel), de l'Université de Ouagadougou, de la Banque mondiale, de l'Ecole supérieure multinationale des télécommunications (ESMT) de Dakar et de l'ARCEP. Cette formation est sanctionnée par un diplôme de la Conférence des grandes écoles françaises (Badge).

En avril 2008, des experts de l'ARCEP sont intervenus pour animer la session consacrée aux aspects juridiques de la régulation.

Une nouvelle convention qui associe dorénavant Télécom ParisTech (anciennement ENST Paris), l'Agence de régulation des télécommunications du Cameroun (ART), l'Agence nationale des fréquences de France (ANFR) et l'ARCEP a été signée fin 2008. Pour la promotion 2009, la formation se déroulera de janvier à décembre à Buéa au Cameroun.

D. Missions d'études

Pour suivre l'ouverture des marchés à la concurrence, l'ARCEP organise une veille sur les autres marchés nationaux.

Elle procède régulièrement à des échanges de points de vue et à des missions d'études sur les enjeux de la régulation des marchés des télécommunications, en s'appuyant sur l'expérience des pays les plus avancés et des pays émergents. Les objectifs poursuivis sont :

- ◆ de resserrer les liens et approfondir le dialogue avec les différentes institutions officielles étrangères chargées de la réglementation et de la régulation du secteur des technologies de l'information et de la communication ;
- ◆ d'examiner les évolutions de la régulation des services et des usages dans les communications électroniques : émergence de nouvelles infrastructures (fibre optique, haut débit sans fil), problématiques liées aux nouvelles formes de convergence, enjeux liés à la régulation (gestion des fréquences, politique publique d'investissements et d'incitations, dividende numérique, développement du très haut débit, analyses de marché et obligations imposées aux opérateurs) ;
- ◆ d'organiser des réunions de travail avec les responsables des principales entreprises ou organes de recherche, traitant de l'évolution des modèles économiques de la concurrence dans le domaine des technologies de l'information, en particulier concernant les enjeux et les modèles de financement du développement des infrastructures et des services de télécommunications.

En 2008, les membres du Collège ont effectué plusieurs voyages d'études à l'étranger :

- ◆ le 26 septembre, Paul Champsaur, ancien président de l'Autorité, a rencontré son homologue indien de la TRAI lors d'un voyage d'études à New Delhi ;

- ◆ le 9 octobre, Joëlle Toledano et Nicolas Curien, membres de l'Autorité, se sont rendus aux Etats-Unis afin d'y étudier les caractéristiques et les tendances des marchés du fixe, de la téléphonie et du haut débit (2G, 3G, 4G, télévision mobile, Wimax, politique du spectre, dégroupage de l'offre audiovisuelle, *Net Neutrality*) et de rencontrer les acteurs du secteur ;
- ◆ En novembre 2008, Patrick Raude a effectué une mission en Corée du Sud pour participer à la Broadcasting & Telecommunications Conference organisée par le Korea Information Society Development Institute (Kisdi) sur le thème "Meet the Convergence". Ce voyage d'études a été l'occasion de rencontrer les responsables de la Korea Communications Commission (KCC) et de plusieurs institutions politiques ainsi que des représentants du secteur privé, pour un échange de points de vue sur les enjeux de la régulation du marché des télécommunications et sur les problématiques de convergence entre les télécommunications et l'audiovisuel, en s'appuyant sur l'expérience sud-coréenne des nouveaux réseaux et services.

11 - Disponibles
en annexes et sur le site
www.arcep.fr.

Les missions en Inde, aux Etats-Unis et au Brésil ont fait l'objet d'un rapport bilingue édité et publié sur le site Internet de l'Autorité¹¹.

